



CM0126916

Acte de Société - constitution

SOCIÉTÉ - CONSTITUTION
22.073/MC

1693 /18

" F'in Common "

Société coopérative à responsabilité limitée

1210 SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Rue Botanique, 75

L'AN DEUX MIL DIX-HUIT

Le vingt et un décembre

Devant Michel COEME, notaire associé à Tilleur.

ONT COMPARU :

1. **"8INFINI"** SCRL-FS, à 1050 Ixelles, Chaussée de Boondael 6/14, RPM Bruxelles BE 0849.727.027.
2. **"ALTERFIN"** Société Coopérative à Responsabilité Limitée, à 1030 Schaerbeek, Chaussée de Haecht 159, RPM Bruxelles BE 0453.804.602.
3. **"ASSOCIATION POUR LA CREATION D'ATELIERS ADAPTES DANS LA REGION DU CENTRE"** SCRL à finalité sociale, à 7100 La Louvière, Route du Grand Peuplier 26, RPM du Hainaut - Mons BE 0409.012.277.
4. **"BRIQUE d'ARGENT"** SCRL, à 5300 Andenne, Rue Bousalle 1, RPM Liège - Namur BE 0676.974.678.
5. **"CAFE CHORTI"** SCRL, à 5590 Ciney, rue Courtejoie 41, RPM Liège - Dinant BE 0563.381.146.
6. **"CHAMPS D'ENERGIE"** SCRL, à 5380 Fernelmont, Rue du Pré-des-Boeufs, Forv. 12, RPM Liège - Namur BE 0521.882.467.
7. **"COBEA COOP"** SCRL, à 1060 Saint-Gilles, Rue Coenraets 72, RPM Bruxelles BE 0433.271.185.
8. **"COOP IT EASY"** SCRL-FS, située à 1040 Etterbeek, Rue Sneessens 14, RPM Bruxelles BE 0688.967.046.
9. **"COOPEOS"** SCRL, à 1340 Ottignies-Louvain-la-Neuve, Rue de Morimont 13/A, RPM Nivelles BE 0644.403.464.
10. **"COOPERATIVE BRUXELLOISE ECOLOGIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE"** SCRL à finalité sociale, à 1030 Schaerbeek, Rue Van Hove 19, RPM Bruxelles BE 0647.980.091.
11. **"COOPERATIVE LEUZOISE POUR LES ENERGIES DU FUTUR"** SCRL, à 7904 Leuze-en-Hainaut, Rue de Barry 20, RPM Hainaut BE 0898.209.805.



12. **"EMISSIONS ZERO"** SCRL, à 5000 Namur, Rue Nanon 98, RPM Namur BE 0888.239.292.
13. **"FAIRCOOP"** SCRL, à 6700 Arlon, Autelhaut, rue Saint-Nicolas 13, RPM Liège - Arlon BE 0820.243.975.
14. **"FAIRFIN"** ASBL, à 1030 Schaerbeek, Rue du Progrès 333, RPM Bruxelles BE 0423.552.973.
15. **"FONDATION POUR LA SOLIDARITÉ"** Fondation privée, à 1060 Saint-Gilles, Rue Coenraets 66, RPM Bruxelles BE 0878.206.524.
16. **"FONDATION POUR LES GENERATIONS FUTURES - STICHTING VOOR DE TOEKOMSTIGE GENERATIES"** établissement d'utilité publique, à 5000 Namur, Rue de l'Arsenal 4, RPM Liège - Namur BE 0462.862.323.
17. **"JARDIN'AGES"** Fondation privée, à 1450 Chastre, Rue du Dessus 43, RPM Nivelles BE 0543.513.764.
18. **"LA FERME NOS PILIFS"** ASBL, à 1120 Bruxelles, Trassersweg 347-349, RPM Bruxelles 0438.065.757.
19. **"LES GRIGNOUX"** ASBL, à 4000 Liège, Rue Soeurs-de-Hasque 9, RPM Liège BE0419.172.434.
20. **"NOVACITIS"** SCRL à finalité sociale, à 4000 Liège, Rue Pierreuse 57, RPM Liège BE 0684.774.270.
21. **"OIKOCREDIT-BE"** SCRL à finalité sociale, à 1000 Bruxelles, Rue des Tanneurs 165, RPM Bruxelles BE 0427.441.386.
22. **"RAYON9"** SCRL, à 4000 Liège, Rue Professeur-Mahaim 76, RPM Liège, BE 0644.749.793.
23. **"REKWUP"** SCRL, à 5590 Ciney, Rue de la Croix Limont 41/1, RPM Liège - Dinant BE 0544.576.806.
24. **"RENOVASSISTANCE"** ASBL, à 1070 Anderlecht, Rue du Chimiste 34/10, RPM Bruxelles BE 0434.457.654.
25. **"RÉSEAU FINANCITÉ"** ASBL, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Rue Botanique 75/1, RPM Bruxelles BE 0434.307.602.
26. **"RETRIVAL"** SCRL à finalité sociale, à 6043 Ransart, Rue Paul Pastur 123 boîte 21B, RPM Hainaut BE 0460.796.619.
27. **"SERVIPLAST"** SCRL, à 6600 Bastogne, Rue du Marché Couvert 42, RPM Liège - Neufchâteau TVA BE 0416.287.970.
28. **"SMARTCOOP"** SCRL à finalité sociale, à 1060 Saint-Gilles, Rue Emile Feron 70, RPM Bruxelles BE 0668.600.511.
29. **"TRANSITIONS HIVE"** ASBL, à 9050 Gent (Gentbrugge), Kleemburg 57, RPM GENT BE0678.823.123.

30. "URBIKE" SCRL, à 1190 Forest, Avenue Van Volxem 233, RPM
Bruxelles BE 0692.733.319.

31. "USITOO" SCRL, à 1070 Anderlecht, Rue de Birmingham 102, RPM
Bruxelles BE 0665.524.324.

Les différentes personnes morales sont ici représentées par un de
leurs mandataires se portant fort.

Chacune d'entre elles déclare agir en vertu d'une décision de
l'organe de gestion et prend personnellement la responsabilité de
leur présent engagement.

PROCURATIONS

Tous les comparants sont représentés par Monsieur Eric DEWAELE,
domicilié à 4000 Liège, rue Pierreuse, 92, en vertu de
procurations remises au notaire soussigné.

A. CONSTITUTION

Les comparants requièrent le notaire soussigné d'acter qu'ils
constituent entre eux une société coopérative à responsabilité
limitée dénommée F'in Common et d'en arrêter les statuts.

B. STATUTS

VERSION FRANÇAISE

TITRE PREMIER - CARACTERE DE LA SOCIETE

Article 1 - Dénomination

La société revêt la forme d'une société coopérative à
responsabilité limitée. Elle est dénommée « **F'in Common** ».

La dénomination doit dans tous les actes, factures, annonces,
publications, lettres, notes de commande et autres documents
émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la
mention "société coopérative à responsabilité limitée" ou des
initiales "SCRL". Elle doit en outre, être accompagnée de
l'indication précise du siège social de la société, du numéro
d'entreprise, suivi des mots "Registre des Personnes Morales" ou
des lettres abrégées "RPM", ainsi que de l'indication du siège du
tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège
social.

Article 2. - Siège social

Le siège social est établi à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, rue
Botanique, 75. Il pourra être transféré partout en Belgique, par
simple décision de l'organe de gestion, à publier par ses soins
aux Annexes du Moniteur belge.

La société peut par simple décision de l'organe de gestion
établir des sièges administratifs, des succursales, agences ou
dépôts, partout où elle le juge utile, en Belgique et à
l'étranger.

Article 3. - Objet social



La société a pour objet de procurer un avantage économique et social aux associés dans la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés.

Elle a pour but principal le développement de l'activité suivante : promouvoir l'éthique et la solidarité dans les rapports à l'argent afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine.

A cet effet, elle vise à

- 1 contribuer au développement du marché de l'investissement socialement responsable en offrant ses parts sociales au public ;
- 2 faciliter l'accès au financement pour les entreprises sociales dont le ou les produits financiers ont obtenu le label Financité & FairFin, marque collective qui certifie qu'il(s) finance(nt) des activités génératrices d'utilité sociale et/ou environnementale en se basant sur des critères sociétaux et, à cet effet,
 - 2.1 offrir des financements à ces entreprises, au prorata des crédits obtenus par celles-ci auprès d'autres prêteurs,
 - 2.2 organiser un mécanisme de garantie commune en vue de couvrir les défauts éventuels de remboursement des financements accordés aux entreprises.

La société peut acquérir, exercer et aliéner, à titre gratuit ou à titre onéreux tout droit immobilier, mobilier ou intellectuel, sans aucune restriction. Elle peut promouvoir ou constituer toute autre entreprise, société, établissement ou association de droit ou de fait. Elle peut devenir membre de tels organismes. Elle peut leur procurer à titre gratuit ou onéreux tout service ou aide économique, financière, sociale ou morale, destiné à faciliter la promotion de l'entreprise. Elle peut, tant en Belgique qu'à l'étranger, effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

La société peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un but social ou un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou qui soit de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Article 4. - Durée

La durée de la société n'est pas limitée.

La société commence ses activités à compter de sa constitution par le dépôt de ses statuts au greffe du tribunal de commerce.

La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite, la déconfiture ou l'interdiction d'un associé.

TITRE DEUX - FONDS SOCIAL

Article 5. - Capital

Le capital social est illimité ; il comporte une part fixe et une part variable.

La part fixe du capital social est fixée à vingt mille (20.000) euros.

Le capital est variable sans modification des statuts pour ce qui dépasse la part fixe.

Article 6. - Parts sociales

Le capital social est représenté par des parts sociales nominatives de quatre catégories :

1. parts de catégorie A, d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €), nécessairement souscrites par multiples de 100 : parts de coopérateurs sociétaux réservés aux personnes morales justifiant d'une expertise en matière sociétale,
2. parts de catégorie B d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €) : parts de coopérateurs ordinaires, désireux d'investir solidairement dans le développement de l'entrepreneuriat social belge,
3. parts de catégorie C d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €), nécessairement souscrites par multiples de 25 : parts de coopérateurs entrepreneurs réservés aux personnes morales susceptibles de bénéficier d'un financement de la part de la coopérative,
4. parts de catégorie D d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €), nécessairement souscrites par multiples de 5.000 : parts de coopérateurs experts désireux d'investir solidairement dans le développement de l'entrepreneuriat social belge et justifiant d'une expertise en matière financière.



Des parts sociales pourront, en cours d'existence de la société, être émises, notamment dans le cadre de l'admission d'associés ou de majoration de souscriptions. L'organe de gestion fixe leur taux d'émission, le montant à libérer lors de la souscription et, le cas échéant, les époques de l'exigibilité des montants restant à libérer.

Un nombre de parts sociales correspondant à la part fixe du capital devra à tout moment être souscrit. Aucun remboursement aux associés ne pourra entamer la part fixe du capital social.

En dehors des parts représentant les apports, il ne peut être créé aucune espèce de titres, sous quelque dénomination que ce soit, représentatifs de droits sociaux ou donnant droit à une part des bénéfices.

La société peut émettre des obligations, hypothécaires ou autres, par décision de l'organe de gestion qui en détermine le type et fixe le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, les garanties spéciales ainsi que toutes autres conditions de l'émission et organisera le fonctionnement de l'assemblée générale des obligataires.

Article 7. - Libération des parts sociales

Les mille (1.000) parts sociales représentant la part fixe du capital social ont été entièrement souscrites et libérées en espèces et au pair lors de la constitution de la société.

Outre les parts sociales émises lors de la constitution de la société, d'autres parts sociales représentant la part fixe du capital pourront, à l'occasion d'une augmentation du capital



social, être émises par décision de l'assemblée générale qui fixera leur taux d'émission, le montant à libérer lors de la souscription et le cas échéant, les époques d'exigibilité des montants restant à libérer ainsi que le taux des intérêts sur ces montants dus.

Article 8. - Appels de fonds

Les appels de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées sont décidés souverainement par l'organe de gestion.

Les associés qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, restent en défaut d'effectuer leurs versements sollicités, sont tenus de bonifier un intérêt au taux légal en matière commerciale en vigueur au moment de l'exigibilité à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice au droit pour la société de poursuivre par voie judiciaire le recouvrement de tout le solde restant dû, ou la résolution de la souscription ou d'exclure l'associé défaillant.

L'organe de gestion peut en outre, après un second avis resté sans suite pendant un mois, faire racheter par un associé ou par un tiers agréé, conformément aux statuts, les parts sociales de l'associé défaillant. Le produit net de la vente s'impute sur ce qui est dû par l'associé défaillant qui reste tenu de la différence ou profite éventuellement de l'excédent.

Le droit de vote attaché aux parts sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles n'auront pas été effectués.

Article 9. - Nature des parts - Indivisibilité

Les parts sociales sont nominatives. Elles portent un numéro d'ordre.

Les parts sont indivisibles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de la part.

En cas de démembrement de la propriété du titre entre usufruitier et nu-propriétaire, tous deux sont admis à assister à l'assemblée. L'exercice du droit de vote est cependant reconnu, en règle, à l'usufruitier, sans préjudice des conventions de votes pouvant être conclues entre l'usufruitier et le nu-propriétaire à ce sujet.

Article 10. - Registre des parts.

De la manière prescrite par la loi, il est tenu au siège social un registre des parts que tout associé peut consulter sans déplacement et qui indique pour chacun d'eux :

1- les noms, prénoms et domiciles des personnes physiques ; la dénomination ou raison sociale ainsi que le siège social des personnes morales,

2- la date de son admission, de sa démission ou de son exclusion éventuelle,

3- le nombre de parts dont il est titulaire ainsi que les souscriptions de parts nouvelles, les remboursements de parts, les cessions de parts avec leur date.

4- le montant des versements effectués, les sommes retirées en remboursement des parts.

L'organe de gestion est chargé des inscriptions.

Celles-ci s'effectuent sur la base de documents probants qui sont datés et signés. Elles s'effectuent dans l'ordre de leur date.

La propriété des parts s'établit par une inscription dans ce registre.

Des certificats, constatant ces inscriptions, seront délivrés aux titulaires de parts.

Article 11. - Cession et transmission des parts.

Les parts sont cessibles entre vifs à des associés de même catégorie, moyennant l'accord de l'organe de gestion.

Elles ne peuvent, par contre, être cédées ou transmises par décès à des tiers, y compris les héritiers ou ayants cause de l'associé défunt, que si ceux-ci sont des personnes physiques ou morales manifestant un intérêt pour les finalités de la société, moyennant agrément du conseil d'administration, statuant à la majorité simple des voix.

La mise en gage des parts sociales est interdite.

Les associés et les ayants droit ou ayants cause d'un associé ne peuvent provoquer la liquidation de la société, ni faire apposer les scellés sur les avoirs sociaux ou en requérir l'inventaire.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux livres et écritures sociales et aux décisions des assemblées générales.

La propriété des parts s'établit par une inscription dans le registre des parts. La cession ou la transmission des parts ne sont opposables à la société et aux tiers qu'à partir du moment où la déclaration de transfert est inscrite sur le registre des parts.

TITRE TROIS - ASSOCIES

Article 12. - Titulaire de la qualité d'associé.

§1. Sont associés :

- 1) Les signataires de l'acte constitutif,
- 2) les personnes physiques ou morales agréées comme associé par l'organe de gestion statuant à la majorité simple des voix et souscrivant aux conditions fixées par l'organe de gestion.

La demande d'agrément, précisant la catégorie pour laquelle l'agrément est sollicité, est adressée à l'organe de gestion. En cas de refus d'affiliation, la société communique les raisons objectives de ce refus d'affiliation à l'intéressé qui en fait la demande.

La société ne peut, dans un but de spéculation, refuser l'affiliation d'associés que s'ils ne remplissent pas les conditions générales d'admission.

§2. Pour être admis comme associé, il faut soit acquérir, soit souscrire au moins une part et la libérer entièrement.

Toute demande d'agrément implique adhésion aux statuts de la société et, le cas échéant, au règlement d'ordre intérieur ainsi qu'aux décisions valablement prises par les organes de la société.

L'admission des associés est constatée par l'inscription dans le registre des associés. Les inscriptions s'effectuent sur base de documents probants qui sont datés et signés.

Article 13 : Responsabilité des associés

La responsabilité des associés est limitée au montant de leur souscription. Ils sont tenus sans solidarité ni indivisibilité. La responsabilité des associés de la société est donc limitée.



Tout associé démissionnaire ou exclu reste personnellement tenu dans les limites où il s'est engagé et pendant cinq ans à partir de sa démission ou de son exclusion, de tous les engagements contractés avant la fin de l'année au cours de laquelle sa retraite a été publiée.

Article 14. - Perte de la qualité d'associé.

Le membre du personnel ayant souscrit, acquis ou reçu des parts sous le bénéfice de la présente disposition perdra automatiquement la qualité d'associé à la date de l'assemblée générale ordinaire des associés suivant la perte de sa qualité de membre du personnel.

Par ailleurs, la qualité d'associé se perd par la démission, l'exclusion, la dissolution, la liquidation volontaire ou judiciaire de la société, la faillite, les opérations de fusion, d'absorption, de scission dans lesquelles les associés de la société bénéficiaire ou de la société à scinder ne remplissent pas les conditions requises pour être associé, ainsi que par le décès, l'interdiction ou par déconfiture (règlement collectif de dette) d'un associé personne physique.

Article 15.- Démission - retrait.

Tout associé est libre de se retirer de la société mais une démission ne produit ses effets que pour autant qu'elle ait été signifiée à l'organe de gestion par lettre recommandée à la poste au cours des six premiers mois de l'année sociale. L'organe de gestion informe l'assemblée générale de cette démission lors de sa plus prochaine réunion.

Une démission n'est en outre autorisée que dans la mesure où elle n'a pas pour effet de provoquer la liquidation de la société par la réduction du capital social à un montant inférieur à son minimum statutaire ou de réduire le nombre des associés à moins de trois.

La démission est mentionnée dans le registre des associés, en marge du nom de l'associé démissionnaire.

Si l'assemblée générale refuse de constater la démission, celle-ci est reçue au greffe de la Justice de Paix du siège social selon la procédure prévue à l'article 369 du Code des Sociétés.

Article 16. - Exclusion.

L'assemblée générale peut prononcer à la majorité des deux/tiers des voix exprimées exception faite des parts de l'associé dont l'exclusion est proposée, l'exclusion d'un associé qui cesse de remplir les conditions d'agrément ou qui commet des actes contraires aux intérêts de la société ou pour toute autre raison grave, dans les conditions de l'article 370 du code des sociétés. L'exclusion est proposée à l'assemblée générale par l'organe de gestion.

L'exclusion ne peut être prononcée qu'après que l'associé en cause ait été invité à faire connaître ses observations par écrit dans le mois de l'envoi d'une lettre recommandée contenant la proposition motivée d'exclusion ; l'associé doit être entendu par l'assemblée générale s'il le demande. Il peut également être assisté d'un avocat s'il le souhaite.

La décision d'exclusion doit être motivée et il doit être fait application de la procédure prévue par l'article 370 du Code des Sociétés.

La décision d'exclusion est constatée dans un procès-verbal dressé et signé par le Président du Conseil d'Administration ou à

son défaut par un Vice-Président ou l'Administrateur Délégué. Le procès-verbal mentionne les faits sur lesquels l'exclusion est fondée.

Une copie conforme de la décision est ensuite adressée dans les quinze jours à l'associé exclu par lettre recommandée à la poste.

Mention de l'exclusion doit enfin être faite dans le registre des parts, en marge du nom de l'associé exclu.

Article 17. - Remboursement de parts.

L'associé démissionnaire, retrayant ou exclu, a droit au remboursement du montant nominal de capital qu'il a souscrit réduit en proportion de toute perte imputable sur le capital social de la société. Ces montants déduits sont calculés en fonction du bilan de l'exercice au cours duquel le droit au remboursement a pris naissance.

Le bilan régulièrement approuvé lie l'associé démissionnaire ou exclu, même en ce qui concerne l'évaluation d'actif, sauf le cas de fraude ou de dol. Il ne sera pas tenu compte des créances litigieuses ou douteuses lesquelles seront considérées comme perdues.

L'associé démissionnaire, retrayant ou exclu, ne peut faire valoir aucun autre droit vis-à-vis de la société.

Le remboursement de la part se fera dans les six mois de l'approbation des comptes annuels.

Sur décision du conseil d'administration, le remboursement peut toutefois être échelonné sur une période maximale de cinq ans, en fractions d'un/cinquième au moins moyennant le paiement d'un intérêt légal sur le montant restant dû.

Le montant à rembourser sera réduit des créances éventuelles, certaines, exigibles de la société sur l'associé démissionnaire ou exclu et de tous impôts et taxes généralement quelconques qui pourraient être réclamés à la société du fait de ce remboursement. Des retenues provisionnelles pourront être décidées à cet effet par l'assemblée générale.

En aucun cas, il ne peut être remboursé à l'associé plus que la partie libérée sur sa part.

Le remboursement partiel ou total des parts est autorisé dans la mesure où ce remboursement n'a pas pour conséquence que l'actif net, tel que déterminé par l'article 429 du Code sur les Sociétés, deviendrait inférieur à la part fixe du capital social, majorée de la réserve indisponible.

En cas de décès, de faillite, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, créanciers ou représentants recouvrent la valeur de ses parts, telle qu'elle est déterminée suivant les alinéas qui précèdent. Le paiement a lieu suivant les mêmes modalités.

Article 18. - Responsabilité de l'associé sortant.

La responsabilité de l'associé démissionnaire ou exclu ne prend fin qu'au terme de l'exercice social au cours duquel il s'est retiré ou a été exclu.

Tout associé démissionnaire ou exclu reste tenu pendant un délai de cinq ans, de tous engagements contractés par la société avant la fin de l'année dans laquelle sa démission ou son exclusion se sont produites.

TITRE QUATRE - ADMINISTRATION

Article 19. - Généralités.



La société est administrée par un conseil d'administration composé de minimum trois administrateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés, statuant à la majorité simple, pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Leurs mandats sont renouvelables.

L'assemblée générale fixe le nombre d'administrateur, détermine la durée de leur mandat et décide en cas de pluralité d'administrateurs si leurs pouvoirs doivent être exercés en conseil d'administration ou peuvent être exercés individuellement. A défaut de précision, les pouvoirs des administrateurs sont exercés en Conseil d'Administration.

Ils peuvent être révoqués en tout temps, par l'assemblée générale, statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, sans préavis et sans devoir motiver sa décision.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Article 20. - Vacance d'une place d'administrateur.

En cas de vacance d'une place, les administrateurs restants, lorsqu'il existe un conseil d'administration, peuvent y pourvoir provisoirement. La nomination est soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée.

Article 21. - Compétence du conseil d'administration

L'organe de gestion constitué selon le cas du conseil d'administration, d'un administrateur unique ou de plusieurs administrateurs agissant conjointement, possède, outre les pouvoirs conférés aux présents statuts, les pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus, rentrant dans le cadre de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Il peut notamment prendre et donner en location, acquérir et aliéner tous biens tant mobiliers qu'immobiliers, contracter tous emprunts, affecter en gage ou en hypothèque tous biens sociaux, donner mainlevée avec renonciation à tout droit d'hypothèque, de privilège et action résolutoire, même sans justification de paiement, de toutes inscriptions hypothécaires et autres, transcriptions, saisies et autres empêchements quelconques, représenter la société en justice, en demandant et en défendant, transiger et compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux. En outre, il édicte, modifie et abroge le règlement d'ordre intérieur, le fait ratifier par l'assemblée générale et le notifie à chaque associé.

Au cas où la société n'est administrée que par un administrateur, ce dernier exerce seul tous les pouvoirs reconnus par les présents statuts ou par la loi au conseil d'administration. Il assume également seul toutes les obligations incombant au conseil d'administration.

Les administrateurs peuvent élaborer un règlement d'ordre intérieur qui devra être soumis à ratification par l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet statuant à la majorité simple. Ce règlement d'ordre intérieur pourra par la suite être amendé ou supprimé selon la même procédure.

Article 22. - Réunions

Le conseil se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt social l'exige. Il doit aussi être convoqué lorsque deux de ses membres le demandent.

Le conseil se réunit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations. Les membres peuvent y participer par téléphone ou internet dès lors que les moyens de communication utilisés leur permettent de prendre part aux discussions. Les convocations sont faites à chacun des administrateurs et sont valablement effectuées par lettre, télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Elles contiennent l'ordre du jour.

Article 23. - Procuration

Un administrateur peut même par simple lettre, télex, télégramme ou télécopie ou courrier électronique ou tout procédé analogue, donner mandat à un autre administrateur pour le remplacer à la réunion et voter en ses lieux et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter plus d'un administrateur.

Article 24. - Délibération

Le conseil d'administration délibère sous la présidence de son président. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance est présidée par le vice-président ou à défaut par le membre le plus âgé.

Le conseil ne délibère valablement sur les points repris à l'ordre du jour que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, si lors d'une première réunion, le conseil n'est pas en nombre, une nouvelle réunion pourra être convoquée avec le même ordre du jour qui délibérera valablement quel que soit le nombre des administrateurs présents ou représentés.

Dans des cas exceptionnels, lorsque l'urgence et l'intérêt de la société l'exigent, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par un accord écrit unanime des administrateurs. Cet accord écrit peut être communiqué par lettre, télégramme, télécopie ou message électronique. Cette procédure ne peut cependant être suivie pour l'établissement des comptes annuels.

Au cas où un administrateur a, dans une opération déterminée, un intérêt personnel opposé à celui de la société, il sera fait application des dispositions du code des sociétés.

Article 25. - Vote

Toutes les décisions du conseil d'administration sont prises à la simple majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité de voix, celle du président ou du membre qui préside la réunion est prépondérante.

Article 26. - Procès-verbaux

Ces délibérations et votes du conseil sont constatés par des procès-verbaux signés par la majorité des administrateurs présents à la réunion. Copie ou extrait de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article 27. - Rapport spécial

A la fin de chaque exercice social, un rapport spécial est dressé par les administrateurs sur la manière dont la société a veillé à réaliser les conditions d'agrément du Conseil National de la Coopération. Le rapport est conservé au siège social de la société. Ce rapport décrit la manière dont une partie de ressources annuelles de la société est consacrée à l'information et à la formation de ses membres, actuels et potentiels, ou du grand public.

Article 28. - Gestion journalière.



Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion :

- soit à un ou plusieurs administrateurs qui portent le titre d'administrateur délégué

- soit à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs choisis hors ou dans son sein.

Ceux-ci peuvent également être désignés par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut également confier la direction d'une ou plusieurs branches des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs choisis dans ou hors de son sein et conférer tous pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

L'administrateur délégué ou fondé de pouvoir à la gestion journalière peut également déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière qu'il détermine à telles personnes qu'il agréé.

Le Conseil D'administration fixe les attributions, les pouvoirs et les rémunérations fixes ou variables, imputées sur les frais généraux, des personnes à qui il confère des délégations. Si les personnes à qui le conseil d'administration confère des délégations sont administrateurs de la société, c'est l'assemblée générale qui détermine leurs rémunérations.

Article 29. - Représentation.

Sans préjudice aux délégations spéciales du conseil d'administration conférées en application des présents statuts, la société est représentée dans tous les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel ainsi qu'en justice, par deux administrateurs agissant conjointement,

Si la société ne compte qu'un administrateur, celui-ci est investi de tous les pouvoirs de représentation de la société.

Article 30. - Responsabilité des administrateurs

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat, chacun en ce qui le concerne spécialement, et sans aucune solidarité, sous réserve des dispositions des articles 387, 388, 408, 409, 424, 433, 434, et 436 alinéa 5 du Code des Sociétés.

Article 31 - Rémunérations

Les mandats des administrateurs et des associés chargés du contrôle sont gratuits, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Toutefois, en ce qui concerne les administrateurs chargés d'une délégation comportant des prestations spéciales ou permanentes, il peut leur être attribué des rémunérations ; en aucun cas cette rémunération ne peut consister en une participation aux bénéfices de la société.

TITRE CINQ - SURVEILLANCE ET CONTROLE

Article 32. - Contrôle

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts des opérations à constater dans les comptes annuels est confiée à un ou plusieurs commissaires, membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, nommés par l'assemblée générale pour une durée de six ans, renouvelable.

L'assemblée générale fixera les émoluments du ou des commissaires eu égard aux normes de révision établies par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Toutefois, sauf décision contraire de l'assemblée générale, il ne sera pas procédé à la nomination d'un Commissaire réviseurs d'entreprises, lorsque la société ne réunit pas les conditions légales pour que cette désignation soit obligatoire.

En ce cas, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires.

L'assemblée générale peut également charger un ou plusieurs associés d'exercer ces pouvoirs dans les conditions prévues à l'article 385 du Code des sociétés.

Chaque associé peut se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

TITRE SIX - ASSEMBLEE GENERALE

Article 33. - Assemblée Générale.

L'assemblée générale représente l'ensemble des associés et est le pouvoir souverain de la société.

L'assemblée générale se compose de tous les associés qui ont le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataires, moyennant observation des prescriptions du Code des sociétés ou des statuts.

L'assemblée régulièrement constituée représente l'universalité des associés ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même les absents ou dissidents.

Elle possède les pouvoirs lui attribués par la loi et les présents statuts.

L'assemblée générale peut, sur proposition du conseil d'administration, adopter aux conditions de présence et de majorité exigées pour les modifications aux statuts, un règlement d'ordre intérieur qui précise les conditions de fonctionnement des divers organes de la société ainsi que les cycles d'administration des affaires sociales. Il peut imposer aux sociétaires et à leurs ayants droit tout ce qui est jugé utile aux intérêts de la société.

Elle a seule le droit d'apporter des modifications aux statuts, de nommer les administrateurs et les commissaires, de les révoquer, d'accepter leur démission et de leur donner décharge de leur administration, ainsi que d'approuver les comptes annuels.

Article 34. Réunions

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an le troisième samedi du mois de juin à 10 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable suivant à la même heure. L'assemblée générale annuelle doit obligatoirement avoir dans son ordre du jour, l'examen des comptes annuels de l'exercice antérieur, et la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

L'assemblée générale peut également être convoquée extraordinairement par l'organe de gestion.

Elle doit l'être si les associés possédant au moins un/cinquième des parts sociales en font la demande ou lorsque cette assemblée est sollicitée par le ou les commissaires. L'assemblée devra se tenir dans les trois semaines de la demande de convocation.

Article 35. - Convocation.



L'assemblée générale est convoquée par l'organe de gestion, par simple lettre signée par lui ou par courriel, contenant l'ordre du jour, adressée huit jours au moins avant la date de la réunion.

Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée. Il ne devra pas être justifié des convocations aux assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée générale se tient au siège social ou dans tout autre endroit indiqué dans les lettres de convocation.

Quinze jours avant l'assemblée, les associés peuvent prendre connaissance au siège social des pièces suivantes :

- les comptes annuels,
- le cas échéant, les comptes consolidés
- la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille,
- le rapport de gestion et le rapport des commissaires,
- le rapport spécial visé à l'article 28 des présents statuts

Une copie des comptes annuels et des rapports de gestion, rapport spécial de l'organe de gestion et le cas échéant du rapport du commissaire est transmise sans délai et gratuitement aux associés qui en font la demande.

Article 36. - Présidence

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un vice-président ou à son défaut par l'administrateur délégué.

Le Président désigne un secrétaire qui ne doit pas nécessairement être associé et deux scrutateurs qui forment le bureau.

Article 37.- Représentation - procuration

Tout associé peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé disposant du droit de vote et justifiant d'une procuration écrite, même par télécopie. Cependant, les personnes morales et les incapables peuvent être représentés par leur mandataire et administrateur, même non associé.

Un associé ne peut disposer de plus d'une procuration. Les associés qui sont des personnes morales doivent être représentés par leurs représentants statutaires, par un membre de leur conseil d'administration ou par une personne dûment mandatée.

Représentent régulièrement l'incapable, dans l'exercice des prérogatives attachées aux parts ou actions, ses représentants légaux (ayant l'autorité parentale ou tuteur ...), seuls habilités dans le cadre des présents statuts et à l'égard de la société et des associés de celle-ci à exercer lesdites prérogatives quelle que soit la nature ou l'objet des délibérations soumises au vote. Le représentant est présumé disposer des pouvoirs à cet effet. En cas de contestation à ce sujet, l'assemblée générale a le droit de suspendre l'exercice du droit de vote jusqu'à la détermination de la personne habilitée à exercer ces prérogatives.

Il en est de même en cas d'incapacité impliquant l'assistance d'une personne habitante (curateur ou tuteur, et cetera) : à l'égard de la société et des associés, la présence de l'assisté et de la personne qui l'assiste légalement s'impose pour la participation aux assemblées générales, sauf démonstration par la personne assistée de sa pleine capacité. En cas de contestation ou

de doute à ce sujet, l'assemblée générale a le droit de suspendre l'exercice du droit de vote comme indiqué à l'alinéa précédent.

Il en est de même en cas de succession acceptée sous bénéfice d'inventaire et de manière plus générale, dans toutes les situations où un administrateur ou gestionnaire de patrimoine ou de biens a été désigné (faillite, liquidation et cetera) : celui-ci exerce seul à l'égard de la société et des associés le droit de vote. En cas de contestation de ses pouvoirs, l'assemblée générale a le droit de suspendre l'exercice du droit de vote comme dit aux alinéas ci-dessus.

Article 38. - Délibérations

Concernant les points non mentionnés à l'ordre du jour, il ne peut en être délibéré en assemblée que lorsque l'entièreté des parts est présente et lorsque l'unanimité des voix s'y est résolue, sauf en cas d'urgence dûment justifiée.

Les associés peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par un acte authentique.

Il est tenu à chaque assemblée une liste des présences.

Les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les associés au sujet de leur rapport ou des points portés à l'ordre du jour, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter gravement préjudice à la société, aux associés ou au personnel de la société.

Article 39. - Vote.

§1. L'assemblée statue, sauf les exceptions prévues par les présents statuts et par la loi, à la majorité des voix valablement émises, abstraction faite des abstentions, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée n'en décide autrement. Le vote peut également être émis par écrit.

Les votes relatifs à des nominations d'administrateurs et de commissaires se font au scrutin secret.

§2. Chaque associé a droit à une voix quel que soit le nombre de ses parts.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé aux assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires. Chaque associé ne peut représenter qu'un seul autre.

Les décisions doivent être approuvées à la fois par :

- une majorité absolue des voix présentes et représentées des coopérateurs sociétaux (catégorie A),
- une majorité absolue des voix présentes et représentées des coopérateurs investisseurs (catégories B et D) et
- une majorité absolue des voix présentes et représentées des coopérateurs bénéficiant ou ayant bénéficié de financement de la coopérative (catégorie C).

§3. Lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur une modification des statuts ou sur le règlement d'ordre intérieur, elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à l'assemblée représentent la moitié du capital social.



Si l'assemblée ne réunit pas cette dernière condition, une nouvelle assemblée est convoquée avec le même ordre du jour à une date fixée entre 2 semaines et 2 mois après la première. En ce cas, l'assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de parts représentées.

La proposition devra recueillir les trois quarts des voix des associés présents ou représentés des coopérateurs sociétaux (catégorie A), les trois quarts des voix présentes et représentées des coopérateurs investisseurs (catégories B et D) et les trois quarts des voix présentes et représentées des coopérateurs ayant bénéficié de financement de la coopérative (catégorie C).

Article 40. - Procès-verbal

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les associés qui le demandent. Les expéditions, copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par l'administrateur unique ou par le président du conseil d'administration ou l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE SEPT - INVENTAIRE - ECRITURES SOCIALES - REPARTITION

Article 41. - Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Article 42. - Écritures sociales

A la fin de chaque exercice social, l'organe de gestion dresse, conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, les comptes annuels, et les rapports prescrits par le code, à soumettre à l'assemblée générale.

Une fois ceux-ci établis, l'organe de gestion rédige le rapport spécial sur la manière dont la société a réalisé le but social qu'elle s'est assignée aux termes des présents statuts et dont question à l'article 5 des présents statuts. Ce rapport établira notamment que les dépenses relatives aux investissements, aux frais de fonctionnement et aux rémunérations sont conçues de façon à privilégier la réalisation du but précité, conformément aux critères énoncés à la clause des statuts prévoyant la répartition des bénéfices.

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport de gestion, le rapport spécial et le rapport du commissaire éventuel, statue sur les comptes annuels, et par un vote spécial, sur la décharge du ou des administrateurs et du ou des commissaires.

Article 43. - Publicité des comptes annuels

Les comptes annuels sont déposés par l'organe de gestion à la Banque Nationale de Belgique dans les trente jours de leur approbation, accompagnés le cas échéant des documents mentionnés à l'article 100 du Code des Sociétés.

Article 44. - Réserve et affectation des bénéfices.

Le bénéfice net de la société est déterminé conformément aux dispositions légales et plus spécialement conformément à l'article 661 3° du Code des Sociétés.

1) Sur ce bénéfice, il est prélevé un/vingtième (1/20e) au moins pour la constitution de la Réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint un/dixième du capital social ; il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée.

2) Sur le solde éventuel, il est prélevé un montant équivalent à 3 % de l'encours des crédits accordés durant l'exercice comptable pour la constitution d'un fonds de réserve affecté à la couverture des risques liés à l'octroi de crédits par la coopérative.

3) Le solde subsistant éventuellement après les prélèvements prévus aux points 1. et 2. est affecté à l'octroi d'un dividende aux coopérateurs. Ce dividende ne pourra être supérieur à 1% de la partie libérée du capital social. Il sera distribué prorata temporis pour les parts souscrites en cours d'année. Ce maximum de 1% ne pourra être modifié qu'aux conditions prévues à l'article 39§2 des statuts. En aucun cas, le dividende ne pourra excéder celui fixé conformément à l'arrêté royal du huit janvier mil neuf cent soixante-deux, fixant les conditions d'agrément de groupements nationaux de sociétés coopératives et de sociétés coopératives pour le Conseil National de la Coopération.

TITRE HUIT - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 45. - Dissolution

La société est dissoute notamment par la réduction du nombre des associés en dessous du minimum légal et par réduction du capital en dessous du minimum légal.

Outre les causes de dissolution légales, la société ne peut être dissoute que par décision de l'assemblée générale, statuant dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.

En cas de dissolution de la société pour quelque motif que ce soit, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale et dont la nomination aura été confirmée par le tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège depuis plus de dix mois au jour de la décision de la dissolution. Dans le cas où le liquidateur nommé est une personne morale, doit être désignée dans l'acte de nomination la personne physique qui représente le liquidateur.

L'assemblée détermine les pouvoirs et les émoluments du liquidateur. Les liquidateurs disposeront, sauf décision dérogatoire de l'assemblée générale, des pouvoirs les plus étendus conférés par les articles 186 et suivants du Code des sociétés, sans devoir recourir à l'autorisation prévue à l'article 187 du Code.

Au cours des sixième et douzième mois de la première année de liquidation, le liquidateur transmet un état détaillé de la situation de la liquidation au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent. Cet état comporte notamment l'indication des recettes, des dépenses, des répartitions ainsi que de ce qu'il est resté à liquider. A partir de la deuxième année, cet état détaillé est transmis au greffe tous les ans.

Avant la clôture de la liquidation, le liquidateur soumet le plan de répartition de l'actif entre les différentes catégories de créanciers pour accord au tribunal de commerce dans l'arrondissement duquel se trouve le siège de la société.

Article 46 - Répartition

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le



montant libéré des parts sociales conformément aux dispositions de l'article 17. Si les parts sociales ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des parts sociales libérées dans une proportion supérieure.

Le conseil d'administration et le(s) liquidateur(s) désigné(s) par l'assemblée générale proposent à l'assemblée générale une destination du solde éventuel, qui décidera elle-même de la clôture de la liquidation. En tout cas, le solde éventuel de la liquidation doit être affecté en se rapprochant le plus possible des objectifs de la société. En aucun cas, cette affectation ne peut consister en la distribution aux associés de tout ou partie du boni de liquidation.

DIVERS

Article 47. - Élection de domicile

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur, commissaire, liquidateur et obligataire domicilié à l'étranger, élit, par les présentes, domicile au siège social, où toutes communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

Article 48. - Compétence

Pour tous litiges entre la société, ses associés, obligataires, administrateurs, gérants, commissaires et liquidateurs, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 49. - Droit commun

Pour tout ce qui n'est pas expressément réglé par les présentes, la société sera régie par les dispositions du Code des sociétés. Les dispositions des présents statuts qui violeraient une règle légale impérative sont réputées non écrites sans que les autres dispositions statutaires puissent de ce fait en être affectées.

NEDERLANDSE VERSIE

TITEL ÉÉN - AARD VAN DE VENNOOTSCHAP

Artikel 1. - Naam

De vennootschap heeft de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. De vennootschap draagt de naam "F'in Common".

De naam moet in alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, bestelbonnen en andere documenten die uitgaan van de vennootschap, onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd worden door de woorden "coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid" of de afkorting "CVBA". Daarnaast moet de maatschappelijke zetel van de vennootschap nauwkeurig vermeld worden, het ondernemingsnummer gevolgd door de woorden "Rechtspersonenregister" of de afkorting "RPR", evenals de vermelding van de zetel van de rechtbank van koophandel van het

rechtsgebied waar de vennootschap haar maatschappelijke zetel heeft.

Artikel 2. - Maatschappelijke zetel

De maatschappelijke zetel is gevestigd te 1210 Sint-Joosten-Node, Kruidtuinstraat 75. De zetel kan verplaatst worden naar iedere andere plaats in België, bij gewoon besluit van het bestuursorgaan, dat zorgt voor de publicatie ervan in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

De vennootschap kan bij gewoon besluit van het bestuursorgaan administratieve zetels, filialen, agentschappen of opslagplaatsen oprichten waar zij dit nuttig acht, in België of in het buitenland.

Artikel 3. - Doel

De vennootschap heeft als doel het verstrekken van een economisch en sociaal voordeel aan haar vennoten bij de voldoening van hun professionele of private noden.

Zij heeft als voornaamste doel de ontwikkeling van volgende activiteit: het promoten van de ethiek en solidariteit in de omgang met geld om zo bij te dragen tot een meer correcte en een meer menselijke samenleving.

Daarom streeft de vennootschap ertoe

3 bij te dragen tot de ontwikkeling van een maatschappelijk verantwoordelijke beleggingsmarkt door het aanbieden van haar aandelen aan het publiek;

4 de toegang te vergemakkelijken tot de financiering voor de maatschappelijke ondernemingen waarvan het financieel product /de financiële producten het label Financité & FairFin gekregen hebben, een collectief merk waardoor bevestigd wordt dat zij activiteiten verrichten die nuttig zijn voor de maatschappij en/of het milieu, zich baserend op maatschappelijke criteria en daartoe

4.1 financieringen aanbieden aan deze ondernemingen rekening houdend met de kredieten die zij bij andere kredietverleners gekregen hebben,

4.2 een gemeenschappelijk waarborgmechanisme instellen om de eventuele wanbetalingen met betrekking tot de financieringen toegekend aan de ondernemingen, te dekken.

De vennootschap kan kosteloos of onder bezwarende titel alle onroerende, roerende of intellectuele rechten verwerven, uitoefenen en vervreemden, zonder enige beperking. Zij kan alle andere ondernemingen, vennootschappen, inrichtingen of verenigingen, met of zonder rechtspersoonlijkheid, bevorderen of oprichten. Zij kan lid worden van dergelijke organismen. Zij kan aan deze organismen, kosteloos of onder bezwarende titel, alle diensten verstrekken of hen economische, financiële, sociale of morele hulp bieden, bestemd voor de vereenvoudiging van het promoten van de onderneming.

De vennootschap kan, in België en in het buitenland, alle commerciële, industriële en financiële, roerende en onroerende activiteiten verrichten die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op haar doel.

De vennootschap kan via alle middelen belangen nemen in alle zaken, ondernemingen of vennootschappen die een identiek, vergelijkbaar, soortgelijk of verwant doel hebben of die de groei



van haar onderneming kunnen bevorderen, die de vennootschap grondstoffen kunnen bezorgen of die de afzet van haar producten kunnen vergemakkelijken.

Artikel 4. - Duur

De vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

De vennootschap start haar activiteiten vanaf haar oprichting door de neerlegging van haar statuten ter griffie van de rechtbank van koophandel.

De vennootschap wordt niet ontbonden door het overlijden, het faillissement, het kennelijk onvermogen of de onbekwaamverklaring van een vennoot.

TITEL TWEE - KAPITAAL

Artikel 5. - Kapitaal

Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt; het bestaat uit een vast en een variabel gedeelte.

Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op twintig duizend (20.000) euro.

Het kapitaal is variabel zonder wijziging van de statuten voor datgene wat het vast gedeelte overschrijdt.

Artikel 6. - Aandelen

Het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap wordt vertegenwoordigd door aandelen op naam, verdeeld in vier categorieën:

5. aandelen van categorie A met een nominale waarde van twintig euro (€ 20,00), verplicht te onderschrijven in veelvouden van 100: aandelen van maatschappelijke coöperatieleden voorbehouden voor rechtspersonen met expertise op het gebied van maatschappelijke aangelegenheden,
6. aandelen van categorie B met een nominale waarde van twintig euro (€ 20,00): aandelen van gewone coöperatieleden die solidair willen investeren in de ontwikkeling van het Belgisch sociaal ondernemerschap,
7. aandelen van categorie C met een nominale waarde van twintig euro (€ 20,00), verplicht te onderschrijven in veelvouden van 25: aandelen van coöperatieleden-ondernemers voorbehouden voor rechtspersonen die een financiering kunnen genieten van de coöperatieve vereniging,
8. aandelen van categorie D met een nominale waarde van twintig euro (€ 20,00€), verplicht te onderschrijven in veelvouden van 5.000: aandelen van coöperatieleden-deskundigen die solidair willen investeren in de ontwikkeling van het Belgisch sociaal ondernemerschap met expertise op het gebied van financiën.

Tijdens het bestaan van de vennootschap kunnen aandelen uitgegeven worden inzonderheid in het kader van de toelating van vennoten of de verhoging van inschrijvingen. Het bestuursorgaan bepaalt hun uitgiftekoers, het bedrag dat bij de inschrijving volgestort moet worden en, desgevallend, de tijdstippen van eisbaarheid van de nog te volstorten bedragen.

Een bepaald aantal aandelen dat overeenstemt met het vast gedeelte van het kapitaal zal steeds onderschreven moeten zijn. Geen enkele betaling aan de vennoten mag het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap aansnijden.

Buiten de aandelen die de inbrengen vertegenwoordigen, kunnen geen effecten gecreëerd worden, onder welke benaming ook, die maatschappelijke rechten vertegenwoordigen of recht geven op een deel van de winst.

De vennootschap kan obligaties uitgeven, hypothecaire of andere, bij besluit van het bestuursorgaan dat het type bepaalt, de interestvoet, de wijze en het tijdstip van betaling, de bijzondere waarborgen en alle andere voorwaarden van de uitgifte; het bestuursorgaan organiseert ook de werking van de algemene vergadering van obligatiehouders.

Artikel 7. - Volstorting van de aandelen

De duizend (1.000) aandelen die het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, zijn integraal onderschreven en volgestort in speciën en a pari bij de oprichting van de vennootschap.

Naast de aandelen uitgegeven bij de oprichting van de vennootschap kunnen, naar aanleiding van een kapitaalverhoging, andere aandelen die het vast gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen, uitgegeven worden bij besluit van de algemene vergadering die de uitgiftekoers ervan bepaalt, het bedrag dat volgestort moet worden bij de intekening en desgevallend de tijdstippen waarop de bedragen die nog volgestort moeten worden, eisbaar zijn en de interestvoet voor deze verschuldigde bedragen.

Artikel 8. - Opvraging van storting

Het bestuursorgaan beslist soeverein over te gaan tot een opvraging van storting op de aandelen die niet volledig volgestort zijn.

De vennoten die, na een termijn van één maand, ter kennis gebracht bij aangetekend schrijven, de gevraagde stortingen niet uitgevoerd hebben, dienen een interest te betalen, berekend tegen de wettelijke interestvoet in handelszaken, van toepassing op het ogenblik van de eisbaarheid vanaf de datum van eisbaarheid, onverminderd het recht van de vennootschap om langs gerechtelijke weg de nog verschuldigde bedragen te vorderen of om de inschrijving te schrappen of de in gebreke zijnde vennoot uit te sluiten.

Bovendien kan het bestuursorgaan, nadat een tweede aanmaning gedurende één maand zonder gevolg gebleven is, de aandelen van de in gebreke zijnde vennoot, overeenkomstig de statuten, laten kopen door een vennoot of een daartoe aanvaarde derde. De netto-opbrengst van de verkoop wordt geboekt bij het bedrag dat verschuldigd is door de in gebreke zijnde vennoot, die gehouden blijft tot betaling van het saldo of aan wie het meerdere toekomt.

Het stemrecht verbonden aan de aandelen waarop de stortingen niet gebeurd zijn, blijft geschorst zolang deze regelmatig opgevraagde en eisbare stortingen niet gebeurd zijn.

Artikel 9. - Aard van de aandelen - Ondeelbaarheid

De aandelen zijn aandelen op naam en dragen een volgnummer.

De aandelen zijn ondeelbaar.

Indien er meerdere eigenaars voor een aandeel zijn, is de uitoefening van de eraan verbonden rechten geschorst tot het



ogenblik waarop één enkele persoon jegens de vennootschap als eigenaar van het aandeel aangeduid is.

In geval van splitsing van het eigendomsrecht in vruchtgebruik en blote eigendom, mogen de vruchtgebruiker en de blote eigenaar de algemene vergadering bijwonen. Het stemrecht wordt echter uitgeoefend door de vruchtgebruiker, onverminderd de stemafspraken tussen de vruchtgebruiker en de blote eigenaar desbetreffend.

Artikel 10. - Aandelenregister

Zoals voorgeschreven door de wet, wordt op de maatschappelijke zetel van de vennootschap een aandelenregister bijgehouden dat, zonder verplaatsing, door alle vennoten geraadpleegd kan worden; dit register vermeldt voor elk van hen:

1- de naam, voornamen en het adres van de natuurlijke personen; de naam en het adres van de maatschappelijke zetel van de rechtspersonen,

2- de datum van toelating, ontslag of eventuele uitsluiting,

3- het aantal aandelen dat iedere vennoot bezit en de nieuwe aandelen waarop ingetekend werd, de terugbetalingen van de aandelen en de overdrachten van de aandelen met hun datum,

4- het bedrag van de gedane stortingen, de sommen die afgehouden zijn tot terugbetaling van de aandelen.

De inschrijvingen gebeuren door het bestuursorgaan.

De inschrijvingen gebeuren op basis van bewijskrachtige documenten die gedateerd en ondertekend zijn. De inschrijvingen gebeuren volgens hun datum.

Het eigendomsrecht van de aandelen wordt bewezen door de opname in het aandelenregister.

Aan de aandeelhouders wordt een certificaat afgegeven waarin de inschrijving bevestigd wordt.

Artikel 11. - Overdracht en overgang van de aandelen

De aandelen kunnen onder levenden overgedragen worden aan vennoten die behoren tot dezelfde categorie, mits het akkoord van het bestuursorgaan.

De aandelen kunnen daarentegen slechts overgedragen worden of overgaan wegens overlijden aan derden, inclusief de erfgenamen of rechtverkrijgenden van de overleden vennoot, wanneer zij natuurlijke personen of rechtspersonen zijn met interesse voor de doelstellingen van de vennootschap en met het akkoord van de raad van bestuur, beslissend bij gewone meerderheid van de stemmen.

Inpandgeving van de aandelen is verboden.

De vennoten en rechthebbenden of rechtverkrijgenden van een vennoot kunnen de ontbinding van de vennootschap niet vorderen, noch de bezittingen van de vennootschap doen verzegelen of het opmaken van een inventaris ervan vorderen.

Voor de uitoefening van hun rechten moeten zij zich richten naar de boeken en geschriften van de vennootschap en de besluiten van de algemene vergaderingen.

De eigendom van de aandelen wordt aangetoond door de inschrijving in het aandelenregister. De overdracht of overgang van aandelen is tegenstelbaar aan de vennootschap en derden vanaf het ogenblik waarop de verklaring van overdracht opgenomen is in het aandelenregister.

TITEL DRIE - VENNOTEN

Artikel 12. - Hoedanigheid van vennoot

§1. Zijn vennoten:

- 1) de ondertekenaars van de oprichtingsakte,
- 2) de natuurlijke personen of rechtspersonen die door het bestuursorgaan, beslissend bij gewone meerderheid van de stemmen, erkend zijn als vennoot en die de voorwaarden, vastgesteld door het bestuursorgaan, onderschrijven.

De vraag tot erkenning met vermelding van de categorie waarvoor de erkenning gevraagd wordt, wordt gericht aan het bestuursorgaan. In geval van weigering van toetreding deelt de vennootschap de objectieve redenen van deze weigering mee aan de betrokkene die dit vraagt.

De vennootschap kan enkel, met speculatieve bedoelingen, de toetreding van een vennoot weigeren wanneer deze niet voldoet aan de algemene toetredingsvoorwaarden.

§2. Om als vennoot toegelaten te worden, moet minstens één aandeel aangekocht of onderschreven en volgestort worden.

Elke vraag tot toetreding impliceert instemming met de statuten van de vennootschap en, desgevallend, met het huishoudelijk reglement alsook met de regelmatige besluiten van de organen van de vennootschap.

De toelating van een vennoot wordt vastgesteld door de opname ervan in het register der vennoten. De inschrijvingen gebeuren op basis van bewijskrachtige documenten die ondertekend en gedateerd zijn.

Artikel 13. - Aansprakelijkheid van de vennoten

De aansprakelijkheid van de vennoten is beperkt tot het bedrag van hun inschrijving. Zij zijn aansprakelijk zonder hoofdelijkheid noch ondeelbaarheid. De aansprakelijkheid van de vennoten van de vennootschap is derhalve beperkt.

Iedere uittredende of uitgesloten vennoot blijft persoonlijk gehouden binnen de grenzen waarin hij zich verbonden heeft en dit gedurende vijf jaar vanaf zijn uittreding of uitsluiting, voor alle verbintenissen aangegaan voor het einde van het jaar tijdens hetwelk zijn ontslag gepubliceerd is.

Artikel 14. - Verlies van de hoedanigheid van vennoot

Het personeelslid dat aandelen onderschreven, verworven of verkregen heeft op grond van onderhavige bepaling, verliest automatisch de hoedanigheid van vennoot op de datum van de gewone algemene vergadering van vennoten volgend op het verlies van zijn/haar hoedanigheid van personeelslid.

Bovendien gaat de hoedanigheid van vennoot verloren door het ontslag, de uitsluiting, de ontbinding, de vrijwillige of gerechtelijke vereffening van de vennootschap, het faillissement, de verrichtingen van fusie, overname of splitsing waarbij de vennoten van de ontvangende vennootschap of van de te splitsen vennootschap niet voldoen aan de voorwaarden om vennoot te kunnen zijn, evenals door het overlijden, de onbekwaamverklaring of het kennelijk onvermogen (collectieve schuldenregeling) van een vennoot - natuurlijke persoon.

Artikel 15.- Uittreding

Elke vennoot kan uit de vennootschap treden maar een uittreding heeft slechts uitwerking in zoverre het bij een ter post aangetekend schrijven betekend is aan het bestuursorgaan tijdens de eerste zes maanden van het boekjaar. Het bestuursorgaan



brengt de algemene vergadering van dit ontslag op de hoogte tijdens haar eerstvolgende vergadering.

Een uittreding is slechts toegestaan voor zover dit niet leidt tot de vereffening van de vennootschap door de vermindering van het maatschappelijk kapitaal tot een bedrag lager dan het statutaire minimum of tot de herleiding van het aantal vennoten tot minder dan drie.

De uittreding wordt ingeschreven in het register der vennoten naast de naam van de uittredende vennoot.

Wanneer de algemene vergadering weigert de uittreding vast te stellen, wordt de opzegging ontvangen door de griffier van het vredegerecht van de zetel van de vennootschap overeenkomstig de procedure van artikel 369 van het Wetboek van Vennootschappen.

Artikel 16. - Uitsluiting.

De algemene vergadering kan bij een twee/derden meerderheid van de stemmen, met uitzondering van de aandelen van de vennoot van wie de uitsluiting voorgesteld wordt, beslissen tot de uitsluiting van een vennoot die niet langer voldoet aan de voorwaarden van erkenning of die handelingen verricht die in strijd zijn met de belangen van de vennootschap of op grond van iedere andere ernstige reden, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 370 van het Wetboek van Vennootschappen. De uitsluiting wordt door het bestuursorgaan voorgesteld aan de algemene vergadering.

De uitsluiting kan slechts uitgesproken worden nadat de betrokken vennoot gevraagd werd zijn opmerkingen schriftelijk kenbaar te maken binnen één maand die volgt op de verzending van een aangetekend schrijven met daarin het gemotiveerde voorstel tot uitsluiting. Wanneer hij dit vraagt, moet de vennoot gehoord worden door de algemene vergadering. Hij mag zich eventueel laten bijstaan door een advocaat.

De beslissing tot uitsluiting moet gemotiveerd zijn en er moet toepassing gemaakt worden van de procedure van artikel 370 van het Wetboek van Vennootschappen.

De beslissing tot uitsluiting wordt opgenomen in een proces-verbaal, opgemaakt en ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens ontstentenis, door een vicevoorzitter of de gedelegeerd bestuurder. Het proces-verbaal vermeldt de feiten waarop de uitsluiting gesteund is.

Een voor eensluidend verklaard afschrift van het besluit wordt binnen de vijftien dagen bij een ter post aangetekend schrijven overgemaakt aan de uitgesloten vennoot.

De uitsluiting moet vermeld worden in het aandelenregister, naast de naam van de uitgesloten vennoot.

Artikel 17. - Uitkering van aandelen

De vennoot die is uitgetreden, uitgesloten of zijn aandelen gedeeltelijk heeft teruggenomen, heeft recht op de uitkering van het nominaal bedrag van het kapitaal dat hij onderschreven heeft verminderd in verhouding tot ieder verlies te boeken op het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap. Deze afgetrokken bedragen worden berekend in functie van de balans van het boekjaar tijdens hetwelk het recht op uitkering ontstaan is.

De regelmatig goedgekeurde balans is bindend voor de uittredende of uitgesloten vennoot, zelfs wat betreft de waardering van het actief, behalve in geval van fraude of bedrog. Er zal geen rekening gehouden worden met de betwiste of

twijfelachtige schuldvorderingen die als verloren beschouwd zullen worden.

De vennoot die is uitgetreden, uitgesloten of zijn aandelen gedeeltelijk heeft teruggenomen, kan geen rechten doen gelden jegens de vennootschap.

De uitkering van het aandeel zal gebeuren binnen de zes maanden na de goedkeuring van de jaarrekening.

Ingevolge een besluit van de raad van bestuur kan de uitkering gespreid gebeuren over een periode van maximaal vijf jaar, in fracties van minstens één/vijfde, mits betaling van een wettelijke interest op het nog verschuldigde bedrag.

Het uit te keren bedrag zal verminderd worden met alle eventuele, zekere eisbare vorderingen van de vennootschap op de uittredende of uitgesloten vennoot en met alle belastingen en taksen die gevorderd zouden kunnen worden van de vennootschap op grond van deze uitkering. De algemene vergadering kan desbetreffend beslissen over te gaan tot voorlopige inhoudingen.

In geen geval kan aan de vennoot meer uitgekeerd worden dan het bedrag dat volgestort is op zijn aandeel.

De gehele of gedeeltelijke uitkering van aandelen is toegestaan in de mate dat deze uitkering niet als gevolg heeft dat het netto-actief, zoals bepaald in artikel 429 van het Wetboek van Vennootschappen, daalt beneden het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal, vermeerderd met de onbeschikbare reserve.

In geval van overlijden, faillissement, kennelijk onvermogen of onbekwaamverklaring van een vennoot, innen diens erfgenamen, schuldeisers of vertegenwoordigers de waarde van zijn aandelen, zoals bepaald in bovenstaande alinea's. De betaling gebeurt volgens dezelfde modaliteiten.

Artikel 18. - Aansprakelijkheid van de uittredende vennoot

De aansprakelijkheid van de uittredende of uitgesloten vennoot eindigt bij het verstrijken van het boekjaar tijdens hetwelk hij uitgetreden of uitgesloten is.

Iedere uittredende of uitgesloten vennoot blijft gedurende een termijn van vijf jaar gehouden tot alle verbintenissen aangegaan door de vennootschap voor het einde van het jaar van zijn uittreding of uitsluiting.

TITEL VIER - BESTUUR

Artikel 19. - Algemeen

De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit minstens drie bestuurders, al dan niet vennoten, benoemd door de algemene vergadering van vennoten, beslissend bij gewone meerderheid, voor een duur van hoogstens zes jaar. Zij zijn herkiesbaar.

De algemene vergadering bepaalt het aantal bestuurders, de duur van hun mandaat en, in geval er meerdere bestuurders zijn, of hun bevoegdheden uitgeoefend moeten worden als raad of individueel. Bij ontstentenis van vermelding worden de bevoegdheden van de bestuurders uitgeoefend in raad.

De bestuurders kunnen steeds afgezet worden door de algemene vergadering, beslissend bij een twee/derden meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, zonder opzeggingstermijn en zonder dat de algemene vergadering besluit moet verantwoorden.

De raad van bestuur kiest onder zijn leden een voorzitter, een vicevoorzitter, een secretaris en een penningmeester.



Artikel 20. - Vacante betrekking bestuurder

Wanneer een functie van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders de mogelijkheid om voorlopig in de vacature te voorzien. De definitieve benoeming gebeurt door de eerstvolgende algemene vergadering.

Artikel 21. - Bevoegdheden van de raad van bestuur

Het bestuursorgaan bestaande, naargelang het geval, uit de raad van bestuur, een enige bestuurder of meerdere bestuurders die gezamenlijk handelen, beschikt, naast de bevoegdheden toegekend door onderhavige statuten, over de meest uitgebreide bevoegdheden van bestuur en beschikking, binnen het kader van het doel van de vennootschap, met uitzondering van deze die de wet of de statuten voorbehouden voor de algemene vergadering.

Het bestuursorgaan kan inzonderheid alle roerende en onroerende goederen huren en verhuren, kopen en verkopen, alle leningen aangaan, alle goederen van de vennootschap in pand geven of met hypotheek bezwaren, handlichting geven met verzaking aan alle hypotheekrechten, voorrechten en ontbindende vorderingen, zelfs zonder bewijs van betaling, van alle hypothecaire inschrijvingen en andere, overschrijvingen, beslagleggingen en andere beletselen, de vennootschap in rechte vertegenwoordigen, als eiser en verweerder, schikkingen treffen en tot een compromis komen over alles wat de vennootschap aangaat. Bovendien maakt het bestuursorgaan het huishoudelijk reglement op, wijzigt en herroept dit reglement, laat dit bekrachtigen door de algemene vergadering en geeft er kennis van aan alle vennoten.

Wanneer de vennootschap bestuurd wordt door één bestuurder, oefent deze laatste alleen alle bevoegdheden uit die door deze statuten of de wet toegekend zijn aan de raad van bestuur. Hij neemt alle verplichtingen op zich die toekomen aan de raad van bestuur.

De bestuurders kunnen een huishoudelijk reglement opmaken dat voor bekrachtiging moet voorgelegd worden aan de algemene vergadering die daartoe in het bijzonder bijeengeroepen wordt en beslist bij gewone meerderheid van stemmen. Vervolgens kan dit huishoudelijk reglement volgens dezelfde procedure gewijzigd of afgeschaft worden.

Artikel 22. - Vergaderingen

De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter telkens het belang van de vennootschap dit eist. De raad moet bijeengeroepen worden wanneer twee leden zulks vragen.

De raad van bestuur vergadert op de maatschappelijke zetel of op het adres aangeduid in de oproepingsbrief. De leden kunnen aan de vergaderingen van de raad deelnemen via telefoon of internet zodra de gebruikte communicatiemiddelen hen toelaten aan de gesprekken deel te nemen.

Elke bestuurder wordt afzonderlijk opgeroepen aan de hand van een brief, telegram, telex, fax of e-mail. De oproeping vermeldt de agenda.

Artikel 23. - Volmacht

Een bestuurder kan aan de hand van een brief, telex, telegram, fax, e-mail of ieder ander analoog procédé, volmacht geven aan een andere bestuurder om hem te vervangen op een vergadering van de raad van bestuur en er in zijn plaats te stemmen. Een gevolmachtigde kan echter nooit meer dan één bestuurder vertegenwoordigen.

Artikel 24. - Beraadslagingen

De raad van bestuur beraadslaagt onder het voorzitterschap van zijn voorzitter. Wanneer deze laatste verhinderd is, wordt de vergadering voorgezeten door de vicevoorzitter of bij diens afwezigheid, door de oudste bestuurder.

De raad van bestuur beslist enkel geldig over de agendapunten wanneer minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Wanneer het quorum niet bereikt is, kan een tweede vergadering bijeengeroepen worden met dezelfde agenda. De tweede vergadering beslist geldig, ongeacht het aantal bestuurders dat aanwezig of vertegenwoordigd is.

In uitzonderlijke gevallen, wanneer de hoogdringendheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur bij eenparig schriftelijk akkoord genomen worden. Dit schriftelijk akkoord kan megedeeld worden aan de hand van een brief, telegram, fax of e-mail. Deze procedure kan niet toegepast worden voor de opstelling van de jaarrekening.

Wanneer een bestuurder voor een bepaalde verrichting een belang heeft dat in strijd is met het belang van de vennootschap, wordt toepassing gemaakt van de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen.

Artikel 25. - Stemming

Alle besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen. In geval van gelijkheid van stemmen, is de stem van de voorzitter of van het lid dat de vergadering voorziet, beslissend.

Artikel 26. - Notulen

Van de beraadslagingen en stemmingen van de raad van bestuur worden notulen opgemaakt die ondertekend worden door de meerderheid van de bestuurders die op de vergadering aanwezig zijn. De kopieën en uittreksels van deze notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee bestuurders.

Artikel 27. - Bijzonder verslag

Aan het einde van elk boekjaar maken de bestuurders een bijzonder verslag op over de wijze waarop de vennootschap de erkenningsvoorwaarden van de Nationale Raad voor de Coöperatie verwezenlijkt heeft. Het verslag wordt bijgehouden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. In dit verslag wordt de wijze beschreven waarop een deel van de jaarlijkse middelen van de vennootschap bestemd wordt voor de informatie en opleiding van de huidige of potentiële leden of het publiek.

Artikel 28. - Dagelijks bestuur

De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap en de vertegenwoordiging met betrekking tot dit bestuur toevertrouwen aan:

- hetzij één of meerdere bestuurders die de titel dragen van gedelegeerd bestuurder
- hetzij aan één of meerdere directeurs of gevolmachtigden, al dan niet leden van de raad van bestuur.

De afgevaardigden tot het dagelijks bestuur kunnen ook door de algemene vergadering aangesteld worden.

De raad van bestuur kan eveneens de leiding van één of meer takken van de maatschappelijke zaken toevertrouwen aan één of meer directeurs of gevolmachtigden, in of buiten zijn midden gekozen en alle bijzondere machten toekennen aan elke lasthebber.

De gedelegeerd bestuurder of gevolmachtigde tot het dagelijks bestuur kan alle of een deel van zijn bevoegdheden aangaande het



dagelijks bestuur overdragen aan een personen (personen) van zijn keuze.

De raad van bestuur bepaalt de bevoegdheden en vaste of variabele bezoldigingen, geboekt op de algemene kosten, van de personen aan wie hij bepaalde bevoegdheden overdraagt. Wanneer de personen aan wie de raad van bestuur bevoegdheden overdraagt, bestuurders van de vennootschap zijn, bepaalt de algemene vergadering hun bezoldiging.

Artikel 29. - Vertegenwoordiging

Onverminderd de bijzondere delegaties door de raad van bestuur, toegekend in toepassing van deze statuten, wordt de vennootschap in alle handelingen, inclusief deze waarbij een openbare ambtenaar of een ministeriële ambtenaar tussenkomt en in rechte, vertegenwoordigd door twee bestuurders die gezamenlijk optreden.

Wanneer de vennootschap slechts één bestuurder telt, beschikt hij over alle vertegenwoordigingsbevoegdheden van de vennootschap.

Artikel 30. - Aansprakelijkheid van de bestuurders

De bestuurders zijn niet persoonlijk gehouden voor de verbintenissen van de vennootschap. Zij zijn enkel verantwoordelijk voor de uitoefening van hun mandaat, elk wat hem betreft en zonder enige hoofdelijkheid, onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 387, 388, 408, 409, 424, 433, 434, en 436 alinea 5 van het Wetboek van Vennootschappen.

Artikel 31. - Bezoldiging

Het mandaat van bestuurder en van de vennoten belast met het toezicht is onbezoldigd, behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering. Aan de bestuurders die belast zijn met een delegatie van bijzondere of permanente verrichtingen, kan een bezoldiging toegekend worden. Deze bezoldiging kan echter nooit een deelneming in de winst van de vennootschap zijn.

TITEL VIJF - TOEZICHT EN CONTROLE

Artikel 32. - Controle

De controle op de financiële toestand van de vennootschap, de jaarrekening en de regelmatigheid jegens de wet en deze statuten van de verrichtingen van de jaarrekening wordt toevertrouwd aan één of meerdere commissarissen, leden van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, benoemd door de algemene vergadering voor een verlengbare duur van zes jaar.

De algemene vergadering bepaalt de vergoeding van de commissaris(sen) rekening houdend met de controlenormen vastgesteld door het Instituut van de Bedrijfsrevisoren.

Behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering wordt geen commissaris benoemd wanneer de vennootschap niet voldoet aan de wettelijke voorwaarden waarbij een commissaris benoemd moet worden.

In dit geval beschikt iedere vennoot individueel over de onderzoeks- en controlebevoegdheden van de commissarissen.

De algemene vergadering kan ook één of meerdere vennoten met deze opdracht belasten overeenkomstig de voorwaarden voorzien in artikel 385 van het Wetboek van Vennootschappen.

Elke vennoot kan zich laten vertegenwoordigen door een accountant. De bezoldiging van deze accountant wordt gedragen door de vennootschap wanneer hij met het akkoord van de vennootschap aangeduid is of wanneer de vergoeding ingevolge een gerechtelijke beslissing ten laste gelegd is van de vennootschap.

TITEL ZES - ALGEMENE VERGADERING

Artikel 33. - Algemene vergadering

De algemene vergadering vertegenwoordigt alle vennoten en is het soevereine beslissingsorgaan van de vennootschap.

De algemene vergadering bestaat uit alle vennoten die stemrecht hebben, persoonlijk of bij volmacht, mits naleving van de voorschriften van het Wetboek van Vennootschappen of de statuten.

De regelmatig samengestelde algemene vergadering vertegenwoordigt alle vennoten; haar besluiten zijn bindend voor iedereen, zelfs voor de afwezigen en zij die tegen stemden.

De algemene vergadering beschikt over de bevoegdheden die haar door de wet en onderhavige statuten toegekend zijn.

De algemene vergadering kan, op voorstel van de raad van bestuur, mits naleving van de voorwaarden inzake aanwezigheid en meerderheid vereist in geval van een statutenwijziging, een huishoudelijk reglement opstellen waarin de werkingsvoorwaarden van de verschillende organen van de vennootschap verduidelijkt worden evenals de administratie cycli van de zaken van de vennootschap. Gezegd reglement kan aan de vennoten en hun rechthebbenden alles opleggen wat nuttig geacht wordt voor de belangen van de vennootschap.

Enkel de algemene vergadering is bevoegd de statuten te wijzigen, de bestuurders en commissarissen te benoemen, af te zetten, hun ontslag te aanvaarden en hen kwijting te geven voor hun bestuur en de jaarrekening goed te keuren.

Artikel 34. - Vergaderingen

De algemene vergadering komt minstens één keer per jaar bijeen op derde zaterdag van de maand juni om 10 uur. Wanneer deze dag een wettelijke feestdag is, gaat de vergadering door de eerstvolgende werkdag op hetzelfde tijdstip. Op de dagorde van de algemene vergadering moet het onderzoek van de jaarrekening van het vorige boekjaar opgenomen zijn evenals de kwijting van de bestuurders en commissarissen.

De algemene vergadering kan ook uitzonderlijk bijeengeroepen worden door het bestuursorgaan.

De algemene vergadering moet verplicht bijeengeroepen worden wanneer minstens één/vijfde van de aandeelhouders dit vragen of wanneer de commissaris(sen) dit vraagt(vragen). De vergadering moet gehouden worden binnen de drie weken na het verzoek tot bijeenroeping.

Artikel 35. - Oproeping

De algemene vergadering wordt bijeengeroepen door het bestuursorgaan, bij eenvoudig schrijven ondertekend door de leden van het bestuursorgaan of via e-mail en bevat de dagorde. De oproepingsbrief wordt minstens acht dagen voor de datum van de vergadering verstuurd.

Enieder kan aan deze oproeping verzaken en wordt in ieder geval geacht regelmatig te zijn opgeroepen wanneer hij op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is. Van de oproeping moet geen bewijs geleverd worden aan de algemene vergaderingen, zowel gewone als buitengewone, wanneer alle vennoten aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De algemene vergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel of op iedere andere plaats, aangeduid in de oproepingsbrief.



Vijftien dagen voor de datum van de algemene vergadering kunnen de vennoten op de maatschappelijke zetel kennis nemen van volgende documenten:

- de jaarrekening,
- desgevallend, de geconsolideerde rekeningen,
- de lijst van de openbare middelen, aandelen, obligaties en andere effecten van de vennootschap die de portefeuille van de vennootschap vormen,
- het beheersverslag en het verslag van de commissarissen,
- het bijzonder verslag bedoeld in artikel 28 van onderhavige statuten.

Een kopie van de jaarrekening en van het beheersverslag, van het bijzonder verslag van het bestuursorgaan en desgevallend van het verslag van de commissaris wordt onverwijld en kosteloos overgemaakt aan de vennoten die dit vragen.

Artikel 36. - Voorzitterschap

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens ontstentenis, door een vicevoorzitter of, bij diens ontstentenis, door de gedelegeerd bestuurder.

De voorzitter benoemt een secretaris die niet noodzakelijk een vennoot is en twee stemopnemers die samen het bureau vormen.

Artikel 37.- Vertegenwoordiging - volmacht

Elke vennoot kan zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een andere vennoot die over het stemrecht en een schriftelijke volmacht beschikt, zelfs via fax. De rechtspersonen en handelingsonbekwamen kunnen vertegenwoordigd worden door hun gevolmachtigde en bewindvoerder, zelfs wanneer die geen vennoot is.

Een vennoot kan hoogstens over één volmacht beschikken. De vennoten die rechtspersonen zijn, moeten vertegenwoordigd worden door hun statutaire vertegenwoordigers, door een lid van de raad van bestuur of door een naar behoren gemachtigde persoon.

Vertegenwoordigen regelmatig de handelingsonbekwame, in de uitoefening van de rechten verbonden aan de aandelen, diens wettelijke vertegenwoordigers (die beschikken over het ouderlijk gezag of de voogd ...), die alleen bevoegd zijn in het kader van onderhavige statuten en jegens de vennootschap en haar vennoten om gezegde rechten uit te oefenen, ongeacht de aard of het voorwerp van de beslissingen waarover gestemd wordt. De vertegenwoordiger wordt verondersteld over de nodige bevoegdheden daartoe te beschikken. In geval van betwisting desbetreffend heeft de algemene vergadering het recht de uitoefening van het stemrecht te schorsen tot het ogenblik waarop de persoon aangeduid is die bevoegd is om deze rechten uit te oefenen.

Hetzelfde geldt in geval van onbekwaamheid waardoor de betrokkene moet bijgestaan worden door een bekwame persoon (curator of voogd, etc.): tegenover de vennootschap en de vennoten is de aanwezigheid van de persoon die bijgestaan wordt en van de persoon die wettelijk bijstaat, verplicht om aan de algemene vergadering deel te nemen, behalve wanneer de persoon die bijgestaan wordt, aantoonbaar dat hij over zijn volledige bekwaamheid beschikt. In geval van betwisting of twijfel desbetreffend, heeft de algemene vergadering het recht de uitoefening van het stemrecht te schorsen zoals vermeld in bovenstaande alinea.

Hetzelfde geldt in het geval van een nalatenschap, aanvaard onder het voorrecht van boedelbeschrijving en meer in het

algemeen, in alle omstandigheden waarin een beheerder of bewindvoerder van een vermogen of van goederen aangesteld is (faillissement, vereffening, enz): tegenover de vennootschap en de vennoten oefent hij alleen het stemrecht uit. In geval van betwisting aangaande zijn bevoegdheden, heeft de algemene vergadering het recht de uitoefening van het stemrecht te schorsen zoals vermeld in bovenstaande alinea's.

Artikel 38. - Beraadslagingen

Over de punten die niet in de agenda opgenomen zijn, kan enkel beraadslaagd worden wanneer alle aandelen aanwezig zijn en er moet bij eenparigheid van stemmen beslist worden, behoudens in geval van naar behoren verantwoorde hoogdringendheid.

De vennoten kunnen eenparig en schriftelijk alle besluiten nemen die tot de bevoegdheid van de algemene vergadering behoren, met uitzondering van die weke bij authentieke akte verleden moeten worden.

Op elke vergadering wordt een aanwezigheidslijst bijgehouden.

De bestuurders antwoorden op de vragen die hen gesteld worden door de vennoten met betrekking tot hun verslag of de agendapunten, in de mate dat de mededeling van gegevens of feiten geen ernstige schade toebrengt aan de vennootschap, de vennoten of het personeel van de vennootschap.

Artikel 39. - Stemming

§1. De vergadering beslist, behoudens de uitzonderingen voorzien in deze statuten en de wet, bij meerderheid van de regelmatig uitgebrachte stemmen, geen rekening houdend met de onthoudingen, ongeacht het aantal leden dat aanwezig of vertegenwoordigd is.

De stemming gebeurt bij handopsteking of naamafroeping, behalve wanneer de algemene vergadering daarover anders beslist. De stemming kan ook schriftelijk gebeuren.

De stemming over de benoeming van de bestuurders en commissarissen is geheim.

§2. Elke vennoot heeft recht op één stem, ongeacht het aantal aandelen dat hij bezit.

Op een algemene vergadering, zowel gewoon als buitengewoon, kan een vennoot zich enkel door een andere vennoot laten vertegenwoordigen. Elke vennoot kan slechts één andere vennoot vertegenwoordigen.

De besluiten moeten goedgekeurd worden door zowel:

- een absolute meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de maatschappelijke coöperatieleden (categorie A),
- een absolute meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden-investeerders (categorieën B en D) en
- een absolute meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden die genieten of genoten hebben van een financiering van de coöperatieve vereniging (categorie C).

§3. Wanneer de algemene vergadering zich dient uit te spreken over een statutenwijziging of het huishoudelijk reglement, kan zij enkel geldig beraadslagen wanneer het voorwerp van de voorgestelde wijzigingen speciaal vermeld staat in de oproepingsbrief en wanneer zij die de vergadering bijwonen, de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.



Wanneer aan deze laatste voorwaarde niet voldaan is, wordt een tweede vergadering bijeengeroepen met dezelfde agenda; deze tweede vergadering zal plaatsvinden op een datum tussen twee weken en twee maanden na de eerste vergadering. In dit geval beraadslaagt de vergadering geldig ongeacht het aantal aandelen dat vertegenwoordigd is.

Het voorstel moet drie/vierden van de stemmen behalen van de aanwezige of vertegenwoordigde vennoten van de maatschappelijke coöperatieleden (categorie A), drie/vierden van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden-investeerders (categorieën B en D) en drie/vierden van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden die een financiering van de coöperatieve vereniging genoten hebben (categorie C).

Artikel 40. - Notulen

De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de vennoten die dit vragen. De uitgiften, uittreksels of afschriften die in rechte of elders moeten voorgelegd worden, worden ondertekend door de enige bestuurder of door de voorzitter van de raad van bestuur of door de gedelegeerd-bestuurder of door twee bestuurders.

TITEL ZEVEN - INVENTARIS - VENNOOTSCHAPSDOCUMENTEN - VERDELING

Artikel 41. - Boekjaar

Het boekjaar begint op één januari en eindigt op éénendertig december van elk jaar.

Artikel 42. - Vennootschapsdocumenten

Aan het einde van elk boekjaar maakt het bestuursorgaan, overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake, de jaarrekening op evenals de verslagen voorgeschreven door het Wetboek van Vennootschappen en legt deze voor aan de algemene vergadering.

Nadat deze documenten opgemaakt zijn, maakt het bestuursorgaan het bijzonder verslag op aangaande de manier waarop de vennootschap haar maatschappelijk doel verwezenlijkt heeft, op basis van onderhavige statuten, en waarvan sprake in artikel 5 van deze statuten. Dit verslag toont ook aan dat de uitgaven in verband met de beleggingen, werkingskosten en bezoldigingen ontworpen zijn op een wijze dat zij de verwezenlijking van gezegd doel begunstigen, overeenkomstig de criteria opgesomd in de bepaling van de statuten aangaande de verdeling van de winst.

De algemene vergadering, na het beheersverslag, het bijzonder verslag en het verslag van de eventuele commissaris gehoord te hebben, beslist over de jaarrekening, en tijdens een bijzondere stemming, over de kwijting te verlenen aan de bestuurder(s) en de commissaris(sen).

Artikel 43. - Bekendmaking van de jaarrekening

De jaarrekening wordt door het bestuursorgaan ingediend bij de Nationale Bank van België binnen de dertig dagen na de goedkeuring ervan, eventueel samen met de documenten vermeld in artikel 100 van het Wetboek van Vennootschappen.

Artikel 44. - Reserve en winstbestemming

De nettowinst van de vennootschap wordt vastgesteld overeenkomstig de wettelijke bepalingen en meer in het bijzonder artikel 661 3° van het Wetboek van Vennootschappen.

1) Op deze winst wordt minstens één/twintigste (1/20) ingehouden voor de vorming van de wettelijke reserve. Deze inhouding is niet langer verplicht wanneer het reservefonds één/tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt heeft en moet hernomen worden wanneer de wettelijke reserve aangetast wordt.

2) Op het eventuele saldo wordt een bedrag ingehouden, gelijk aan 3% van de uitstaande kredieten die toegekend zijn tijdens het boekjaar voor de vorming van een wettelijk reservefonds bestemd voor de dekking van de risico's verbonden aan de toekenning van kredieten door de coöperatieve vereniging.

3) Het resterende saldo na de inhoudingen voorzien in de punten 1. en 2. wordt aangewend voor de toekenning van een dividend aan de coöperatieleden. Dit dividend kan nooit meer bedragen dan 1% van het deel van het maatschappelijk kapitaal dat volgestort is. De verdeling gebeurt pro rata temporis voor de aandelen waarop in de loop van het jaar ingeschreven is. Dit maximum van 1% kan enkel gewijzigd worden mits naleving van de voorwaarden voorzien in artikel 39 §2 van de statuten. In geen geval kan het dividend meer bedragen dan het dividend vastgesteld in het koninklijk besluit van acht januari negentienhonderd tweeënzestig tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen voor de Nationale Raad voor de Coöperatie.

TITEL ACHT - ONTBINDING - VEREFFENING

Artikel 45. - Ontbinding

De vennootschap wordt onder meer ontbonden wanneer het aantal vennoten gedaald is beneden het wettelijk minimum en wanneer het kapitaal gedaald is beneden het wettelijk minimum.

Naast de wettelijke gronden van ontbinding kan de vennootschap enkel ontbonden worden bij besluit van de algemene vergadering, beslissend overeenkomstig de vormen en voorwaarden vereist voor een statutenwijziging.

In geval van ontbinding van de vennootschap om enigerlei reden gebeurt de ontbinding door de vereffenaar(s), benoemd door de algemene vergadering en wiens benoeming bekrachtigd is door de rechtbank van koophandel van het gebied waar de vennootschap haar zetel heeft gedurende meer dan tien maanden op de dag van het besluit tot ontbinding. Wanneer de vereffenaar een rechtspersoon is, moet in de benoemingsakte de natuurlijke persoon vermeld worden die de vereffenaar vertegenwoordigt.

De algemene vergadering bepaalt de bevoegdheden en de bezoldiging van de vereffenaar. Behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering, beschikken de vereffenaars over de meest uitgebreide bevoegdheden, toegekend door de artikelen 186 en volgende van het Wetboek van Vennootschappen, zonder dat een beroep gedaan moet worden op de machtiging voorzien in artikel 187 van het Wetboek van Vennootschappen.

Aan het einde van de zesde en twaalfde maand van het eerste vereffeningsjaar, maakt de vereffenaar een omstandige staat van de toestand van de vereffening over aan de griffie van de rechtbank van koophandel van het arrondissement waarin de vennootschap haar zetel heeft. Die omstandige staat vermeldt onder meer de ontvangsten, de uitgaven en de uitkeringen en geeft aan wat nog moet vereffend worden. Vanaf het tweede jaar van de vereffening



wordt die omstandige staat slechts om het jaar aan de griffie overgemaakt.

Vóór de sluiting van de vereffening bezorgt de vereffenaar het plan voor de verdeling van de activa onder de verschillende categorieën schuldeisers voor akkoord aan de rechtbank van koophandel van het arrondissement waar de vennootschap haar zetel heeft.

Artikel 46. - Verdeling

Na aanzuivering van alle schulden, lasten en kosten van de vereffening of consignatie van de nodige gelden om die te voldoen, wordt het netto-actief, in geld of in effecten, eerst aangewend voor de terugbetaling van het volgestorte bedrag van de aandelen overeenkomstig de bepalingen van artikel 17. Indien niet alle aandelen in dezelfde mate werden volgestort, zullen de vereffenaars, alvorens tot verdeling over te gaan, met dit verschil in toestand rekening houden en het evenwicht herstellen door alle aandelen op een volstreckte voet van gelijkheid te stellen, hetzij door bijkomende opvragingen van stortingen ten laste van de aandelen die onvoldoende volgestort zijn, hetzij door voorafgaande terugbetalingen in geld ten voordele van de aandelen die in een grotere verhouding zijn volgestort.

De raad van bestuur en de vereffenaar(s) benoemd door de algemene vergadering doen aan de algemene vergadering een voorstel aangaande de bestemming van het eventuele saldo. De algemene vergadering beslist over de sluiting van de vereffening. Het eventuele saldo van de vereffening dient te allen tijde aangewend te worden rekening houdend met de doelstellingen van de vennootschap. In geen geval mag deze bestemming de uitkering aan de vennoten zijn van alle of een deel van de vereffeningssboni.

DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 47. - Woonstkeuze

Voor de uitvoering van deze statuten doen alle vennoten, bestuurders, commissarissen, vereffenaars en obligatiehouders die in het buitenland wonen, woonstkeuze op de zetel van de vennootschap waar alle mededelingen, ingebrekestellingen, dagvaardingen of betekeningen hen rechtsgeldig kunnen betekend of toegezonden worden.

Artikel 48. - Bevoegdheid

Voor alle geschillen tussen de vennootschap, haar vennoten, obligatiehouders, bestuurders, zaakvoerders, commissarissen en vereffenaars, met betrekking tot de vennootschapszaken en de uitvoering van onderhavige statuten, zijn uitsluitend de rechtbanken bevoegd van de plaats van de zetel van de vennootschap, behalve wanneer de vennootschap hieraan uitdrukkelijk verzaakt.

Artikel 49. - Gemeen recht

Voor alles wat niet uitdrukkelijk in deze statuten geregeld is, wordt verwezen naar de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen. De bepalingen van deze statuten die een dwingende wettelijke bepaling schenden, worden voor niet-geschreven gehouden zonder dat zulks gevolgen heeft voor de overige bepalingen.

C. SOUSCRIPTION - LIBERATION

Les fondateurs ont remis au notaire le plan financier, conformément à l'article 391 du Code des sociétés.

Les mille (1.025) parts sociales représentant le capital initial sont souscrites par les comparants au pair de leur valeur nominale comme suit :

	SOUSCRIPTEUR	Part	Nombre	Montant
1.	8infini	C	25	500
2.	Alterfin	C	25	500
3.	Association pour la création d'ateliers adaptés dans la région du centre	C	25	500
4.	Brique d'Argent	C	25	500
5.	Café Chorti	C	25	500
6.	Champs d'énergie	C	25	500
7.	Cobea Coop	C	25	500
8.	Coop IT Easy	C	25	500
9.	Coopeos	C	25	500
10.	COOPERATIVE BRUXELLOISE ECOLOGIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	C	25	500
11.	COOPERATIVE LEUZOISE POUR LES ENERGIES DU FUTUR - CLEF	C	25	500
12.	Emissions Zéro	C	25	500
13.	Faircoop	C	25	500
14.	FairFin	C	25	500
15.	Fondation Pour la Solidarité	C	25	500
16.	Fondation pour les Générations Futures	A	100	2000
17.	Jardin'Âges	C	25	500
18.	La Ferme Nos Pilifs	C	25	500
19.	Les Grignoux	C	25	500
20.	Novacitis	C	25	500
21.	Oikocredit	C	25	500
22.	RAYON9	C	25	500
23.	Rekwup	C	25	500
24.	Renovassistance	C	25	500
25.	Réseau Financité	A	200	4000
26.	Retrival	C	25	500
27.	SERVIPLAST	C	25	500
28.	Smart	C	25	500
29.	Transitions hive	C	25	500
30.	Urbike	C	25	500
31.	Usitoo	C	25	500
Total			1.025	20.500



APPORTS EN NUMERAIRE

Les comparants déclarent que les parts ainsi souscrites sont libérées par des versements en espèces d'un montant total de vingt mille cinq cents euros (20.500 €) effectués au compte numéro BE85 5230 8103 6606, ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque Triodos.

Une attestation bancaire de ce dépôt a été remise au notaire soussigné.

FRAIS

Les comparants déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, incombant à la société en raison de sa constitution, s'élève à mille euros (1.000 €) HTVA.

D. DISPOSITIONS TEMPORAIRES

Les comparants prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du de l'e-dépôt de l'extrait de l'acte constitutif, lorsque la société acquerra la personnalité morale.

1° Le premier exercice social commencera le jour du dépôt pour se terminer le 31 décembre 2019.

2° La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2020.

3° Le nombre d'administrateurs est fixé à cinq et sont nommés à ces fonctions :

1. **8Infini**, dont le représentant permanent sera Stéphane EMMANUELIDIS NN 621105-007-58.
2. **Fondation pour les Générations Futures**, dont le représentant permanent sera Tanguy VANLOQUEREN - NN 760826-265-25.
3. **Rekwup**, dont le représentant permanent sera Jean-Gérald PAHAUT - NN 800215-051-29.
4. **Renovassistance**, dont le représentant permanent sera Bernard CASSIERS NN 420515-025-54.
5. **Réseau Financité**, dont le représentant permanent sera Bernard BAYOT - NN 621104-269-20.

Leur mandat est conclu pour une durée de six ans et expirera après l'assemblée générale annuelle de 2024. Il sera exercé gratuitement.

L'Assemblée générale décide ensuite de ne pas désigner de commissaire-réviseur ; chaque associé individuellement exercera le droit de contrôle.

Monsieur Bernard BAYOT est chargé de la gestion journalière dans les limites prévues par les présents statuts et le règlement d'ordre intérieur.

AUTORISATIONS PRÉALABLES

Le notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société, dans l'exercice de son objet social, pourrait devoir, en raison des règles administratives en vigueur, obtenir des autorisations, attestations ou licences préalables.

IDENTITE

Le notaire soussigné certifie avoir identifié les parties, bien connues de lui, au vu des documents prescrits par la loi.

Le notaire soussigné certifie l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance des parties, personnes physiques, suivant document du registre national.

Les parties autorisent expressément le notaire soussigné à indiquer leurs numéros nationaux dans le présent acte.

PROJET

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte dans un délai qui leur a été suffisant pour l'examiner utilement et que par conséquent, elles marquent leur accord sur une lecture partielle du présent acte conformément aux dispositions légales en la matière.

DROIT D'ECRITURE

Le droit d'écriture s'élève à la somme de nonante-cinq euros (95,00 €).

DONT ACTE

Passé et signé à Saint-Nicolas - Tilleur, en l'étude.

Et après lecture intégrale et commentée, les parties ont signé, ainsi que nous, notaire.

